L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT. — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 14 AVRIL 1845.

PUBLIÉ PAR MAGNE & WEISSE.

CONDITIONS DE L'ABEILLE:
ABONNEMENT:
Journal quotidien, une année d'avance $12
Journal de la campagne, deux fois par semaine, une année d'avance, 5

Le terme de l'abonnement est pour une année. Aucune souscription, soit au journal seulement, soit aux annonces, ne sera considérée comme discontinuée de la part de l'abonné, à moins qu'il n'en ait donné avis par écrit, une semaine avant l'expiration de l'année.

ANNONCES. — Une pousse par carré de chaque langue, pour la première insertion, et cinquante cents pour chaque insertion subséquente. Tout changement considérable dans l'annonce originale, devra être payé comme une nouvelle insertion.

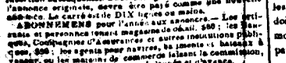
Le carré de dix lignes ou moins.

ABONNEMENS pour l'année aux annonces. — Les citoyens et personnes (hors la ville) engagés dans les relations publiques, Compagnies d'assurances et autres institutions publiques, $60: les gens pour eux-mêmes, $40: les artistes, $30: les agens de commerce faisant la commission, négocians, ou les maisons de commerce, $100: et chevaux, $60. Une abonnement ne paiera pas avec ces taxes à un carré chaque fois, si trois fois par semaine.

LES ANNONCES qui ne seront pas de la ligne ordinaire des affiches d'un arrêté à vendre, telles que ventes à l'encan affiches d'un arrêté à vendre, louage ou à affermer, sociétés par actions ou corporations, devront être payées d'avance, ou comme répondues et n'en paraîtront pas. Les annonces pour être insérées dans le journal du matin devront paraître avant 9 heures du soir pour être insérées le lendemain.

LES ANNONCES ne seront publiées pendant un mois, et devront être payées en conséquence de cette disposition.

LES ANNONCES de changement à des époques publiées et autres annonces d'une nature publique; les sauvages ou autres affiches d'une nature personnelle; (lorsqu'on pourra être admis), paieront le double de prix ordinaire et d'avance.



CHEMIN A COULISSES DE CARROLLTON
A JOUR.
Pendant les Courses qui commenceront Mardi, 8 Avril,

VU la grand nombre de passagers qui pressent le Chars à la rue Baronne, et la grande difficulté qu'il présente à ceux qui veulent y monter au dernier moment, et la confusion qu'éprouvent les passagers, la Compagnie a décidé que pendant les jours de COURSES, les CHARS cesseront de partir du Dépôt de la rue Baronne.

En conséquence, les passagers sont notifiés que les Chars partiront de CERCLE TIVOLI SEULEMENT, aux heures suivantes:

A 11 et 11 ½ heures A. M.—12 ½, 1 et 1 ½ P. M.

JOHN T. MAPSON
Sup. R. Hy. et chef.

6 avril—8

DORSEY, VINCENT & Co.
ENCANTEURS ET COMMISSIONNAIRES.
Nos. 63, rue de Chartres—Nlle Orléans.
Recevront particulièrement des ventes de Magbandises Sèches, par colis et par pièces.

Il feront des avances libérales sur Marchandises qui leur seront adressées à titre exclusive. 24 jan—6m

R. DITTRICH,
Négociant Commissionnaire,
46, rue Poydras.

WILLIAM DAVIDSON & CO.
AGENS EN COTON,
ET NEGOCIANTS COMMISSIONNAIRES.
Rue du Canal, No. 81. N. Orléans.
2 nov.

A QUENCE des Sucre-rine de Bourbon—sucre satisfaisant et en poudre double raffiné, ayant séjourné au dewrbeck, constamment en main, et arrivé pour le compte de WILLIAM H. DAVIDSON & Co.

AVIS.—Les soussignés ont changé le nom de leur raison de commerce en celui de W. F. Vredenbourgh & Co. Ils continuent de se livrer aux affaires de leur maison de FIELD & Co., 39, Vieille Levée.

W. F. VREDENBURGH & Co., No. 39, Vieille Levée, font des avances libérales sur consignations de sucre, coton, pleasts et autres produits. 2 mars—3m

FIELD & Co., 39, Vieille Levée.

AVANCES faites sur consignations à Boston et Nouvelle-Orléans.
MERLE, BEVILLE & Co.
Boston. 79 Tchoupitoulas

VIS.—Messieurs J. C. STOUBE et SEBASTIEN OSER, entrent comme associés dans notre maison. Le départ de ce jour.
1er septembre 1844—92 CHARLES ODIER & Co.

P. GUSACHS, Pharmacien.
Magasin en gros de Drogues, de Peintures, d'Huiles, de Matériaux pour les Artistes, et Manufacturiers, pour les distilateurs, pour les teinturiers, &c.
Boulevard Conde et Bd. Philippe—Nlle. Orléans.
30 juillet

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.
COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DE L'OCEAN—Bureau rue du Camp, No. 15.
Directeurs,
W. A. Gauquet, Président.
Wm. W. Montgomery, J. B. Labau,
F. F. Ducongé, Eric Wolff,
A. Gordon, R. W. Montgomery,
J. C. Harrison, W. C. Squier,
CHS PRIGOU, Secrétaire.

On assure toute espèce de propriétés contre les risques du feu, au taux le plus raisonnable, et en cas de perte les règlemens sont faits avec promptitude et libéralité.
17 mars

ASSURANCES MUTUELLES.
Compagnie d'Assurance de l'Ouest, pour la Marine et le Feu.
(Sous un amendement de la charte.)

CETTE compagnie assure contre les risques dans la Mer ETS RIVIERES, et le FEU dans la ville et les environs. Ses fonds d'assurance, les personnes qui s'engagent envers cette compagnie ont droit à un égard de profits, sans aucune responsabilité, et de durée.
L. MATTHEWS,
14 oct Président

Perte de Certificat.

ATTENDU que le certificat numéro trois actions de la Compagnie de la Presse à Coton à vapeur de la Levée, au nom de M. Jn. Ch. de Armas, daté du 1er Mai 1837, pour cent actions dans la dite Compagnie, deux actions sur lesquelles trois cents piastres auraient alors été payées, et le certificat numéro deux, daté du 1er Mai 1838, pour cent actions, sur lesquelles trois cent cinquante piastres auraient alors été payées, ont été PERDUS OU EGARES.

Il est par les présentes donné avis que le soussigné entend faire valoir dans les six semaines qui suivront la date du présent avis, les raisons pour lesquelles il devra être accordé un duplicata de chacun de ces certificats, conformément aux réglemens de la Compagnie.

Nouvelle-Orléans, 4 avril 1845.
10 av—6t D. F. GUEZ, secrétaire

BANQUE DE LA LOUISIANE.
Nouvelle Orléans, 5 avril 1845.

UNE assemblée des actionnaires de cette Banque aura lieu à la maison de Banque, le mardi dix de mai prochain, à midi, pour délibérer sur un Acte pourfixer les époques auxquelles les actions seront payables, et pour prendre les réglemens des devises propres de l'Etat, et pour d'autres objets, suivant le mandat de la dite Acte.

Par ordre de la direction.
WM. E. LEVERICH, Caissier.
4 avril—8

Avis aux Actionnaires de l'Association Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane.

LES actionnaires de l'Association Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane, sont invités à se réunir au bureau de M. W. Labarre, rue Bourbon, No. 2, le lundi 14 du courant, à midi, à l'effet de prendre connaissance, et en délibérer sur des affaires importantes qui les concernent.

M. LABARRE,
D. GARCIA,
W. V. LABARRE,
A. SORAPURU,
F. V. DEGRUY

NOUVAUTÉS DE PARIS!!!
Enconignore Royale et Conti.

MME VINCENT a l'honneur d'informer les dames qu'elle vient de recevoir par les derniers arrivages de Havre les articles suivans:

100 chapeaux de paille Toscane, tout ce qu'il y a de plus fin, et nouvelles formes.
200 de capotes ordinaires.
50 de chapeaux et satinette, grande nouveauté.
50 de paille de riz, très beaux.
Un capeau de satinette très fashionable.
Le dernier modèle de bottes pour dames et enfants.
Le dernier rebato de gros de Naples, écossais, ombrés et chinés.
Un assortiment complet de rubans, nouveauté dernière.
Un grand choix de bretelles grande frange, manche riche.
4 do perpétuelles.
2 do écharpes castemire satinée.
2 do chale barège et crêpe de Chine.
10 do corsets nouvelle forme, dans toutes les grandeurs.

AUSSI: Dentelles de bataine unie et brodée, noir et pâle crème broché, dentelles valenciennes blanches et noires, bandes de soie, grande et petite, rubans de velours, de toutes largeurs, bijoux d'acier, nacre, perles de jais, bracelets, barrettes et un grand assortiment de parfumerie de Maquebin.

Madame Vincent vient de recevoir par le dernier paquet de France dans le courant de ce mois, des articles qu'elle vendra dans le plus bas prix possible.
31 mars—8t Encoignure Royale et Conti.

J. FEYTEL,
Encoignure Chartres et Conti.

L'HONNEUR d'annoncer à ses amis et au public en général, qu'il vient d'recevoir, UN NOUVEL ASSORTIMENT DE MERCERIE, consistant en:

Montres Lépine an or et en argent;
Deux pateneas anglaises do;
Deux montres de dames do;
Dito pour Dames, do;
Egalement—Un très magnifique choix de BIJOUTERIE de toutes espèces; Pendules pour salon, salle à manger, dito moyen âge, avec un sans garniture de cheminée.
30 mars—8

CIGARES DE LA HAVANE.

EN débarquement des navires à vapeur Marmora et Alabama, cent-soixante-treize milliers Cigares importées Regalias, Cannons, Trabucos, Bayonnes, Véhéliennes, Demi-Tasses, Exquisites, Militar et Principes, des marques suivantes:

Cabanas y Carbajal, La Palma celebrada,
Francisco Ugues, Dos Hermanos,
La Rionda, Escalapios,
La Inmaculada, La Belleza,
La Tapadegracia, Woodville,
La Diana, Rancourell,
La Ingenuidad,
La Terranova.

NB. Les Principes sont de la marque Vapor. Ces cigares sont toutes d'une qualité supérieure, et pendant la quinzaine qui va suivre la vente du magasin, offrent un des plus beaux et grands assortimens qui soient en ville.

Les amateurs de cigares, et les négocians de la ville et de la campagne, trouveront une belle occasion de se pourvoir d'articles cigares. Ouverture par
2 jan—3m J. JOSEPH, 114 Poydras,
troisième face au théâtre Américain.

AU MAGASIN FASHIONABLE,
Rue Chartres, entre St. Louis et Conti. No. 128.

LES connaissans, ses Planteurs d'abancer à leurs habitations et le public en général, qu'ils viennent de recevoir par les navires arrivés de France Depuis, du Havre, les articles ci après, qu'il offrent à leur pratique, et qu'ils seront disposés d'emporter par navires Windsor Castle et Hudson, lesquels feront le complément de leurs marchandises de printemps et d'été.

SILETY, son bredeuse de la Perle dans les meilleurs étoffes, coupon d'étoffes très variées, broché: double chaîl, double revers, simple chaîl, collet droit, forme charmante, en velours, en velours soie, en drap, en satin, bonte blanc, satin, à rides estimées et de diverses nuances.

CRAVATES, en batiste, par 8, fil d'Ecosse, coutil batiste, nouveau article, broderie à carreaux, à tapis et autres dessins des plus à la mode, échappe et cravates en toutes sortes.

GANTS, en fil de France, fil d'Ecosse, fil anglais, blanc, gris, et diverses couleurs, de en soie également de toutes couleurs.

CALEÇONS, à coeur, en toile de Flandre et de Silésie, toute toute nouvelle, dite en tricot coton, article supérieur.

Par les premiers arrivages ils recevront un nouvel assortiment de chaleurs cornettes de Paris.
15 mars CORDEVIOLLE & LACROIX.

CHEVEUX à Prune à l'eau de vie et en jus, à vendre par 15 mars JOROT & BRASSEUR, 10 Conti,

Nouvelle-Orléans:
LUNDI MATIN, 14 AVRIL 1845.

Le gouvernement anglais, dans ses réformes douanières, avance ouvertement le projet d'établir une distinction entre le sucre produit par le travail libre et le sucre produit par le travail des esclaves; il est tout-à-fait passé à accorder au premier des avantages qui seront funestes, sinon mortels au second. Les Etats-Unis se trouvent, momentanément du moins, à l'abri de ces bonnes dispositions de la Grande Bretagne, attendu que les traités actuels, ainsi que l'a reconnu Sir Robert Peel lui-même, interdisent toute distinction entre les deux sortes de notre pays. Mais cette garantie doit cesser un jour; et nous avons, comme tout le monde, exposés à subir les effets du principe proclamé par l'Angleterre.

Bien qu'indirecte, c'est là, de la part de cette puissance, une tentative flagrante d'intervention dans notre politique intérieure. Elle vise, par des restrictions commerciales, à forcer le peuple des Etats-Unis à abandonner une espèce de travail pour adopter l'autre. C'est un acte d'hostilité commerciale contre toutes les nations qui possèdent des esclaves et produisent du sucre; hostilité fondée non pas sur un tort qu'elle éprouve, mais inspirée seulement par le désir d'opérer une transformation complète dans leurs institutions domestiques.

Le seul motif que fasse valoir l'Angleterre pour soutenir une pareille ligne de conduite, c'est que l'esclavage est injuste; c'est qu'il cause de profondes misères, et qu'il faut par conséquent le combattre par tous les moyens possibles. La Grande Bretagne s'établit ainsi dans l'univers entier le *redresseur des torts*; et ne doit pas exact ? Qui prie ces messieurs de s'abstenir ter !

Don Quichottisme humanitaire doit s'exercer surtout au détriment des propriétaires d'esclaves.

C'est tout simplement la poursuite d'un plan formé depuis longtems. Elle veut à toute force inférer nos malheureux esclaves à la *Matthude* dont jouissent nos gouvernement tout *paternel* les ouvriers de ses districts agricoles et manufacturiers. Quelle profonde humanité ! Quelle touchante sympathie ! Et combien les ouvriers-esclaves gagneront à devenir des ouvriers libres comme ceux de l'Angleterre ! Ils seront réduits au dernier degré de la pauvreté et de la misère. Il leur faudra travailler seize heures par jour sous des maîtres impitoyables pour obtenir un maigre salaire qui ne suffira pas même à leurs premiers besoins.

Ils n'auront pour perspective que de mourir dans le dénuement le plus absolu. L'Angleterre an effet ne donne pas même aux ouvriers qui l'enrichissent, ce que l'esclave est certain de trouver sur toutes nos habitations, une nourriture suffisante, des vêtemens, de repos, dans le cas de maladie, un asile dans la vieillesse.

Oui, la situation de la classe ouvrière dans la Grande Bretagne est mille fois pire que celle de la population esclave parmi nous. Mais qu'importe ? Il faut bien que cette philantropique chevalerie continue en croisade humanitaire!

Du reste le système, annoncé par l'Angleterre, ouvre un vaste champ aux représailles. Toute nation qui en souffrira, aura parfaitement le droit d'appliquer le principe d'exclusion aux produits manufacturés de ce pays. Si elle refuse de recevoir notre sucre, sous le prétexte que ce produit s'achète au prix des souffrances de nos esclaves, nous aurons bien plus encore le droit de repousser les articles de ses manufactures; car ils sont payés par les douleurs, la misère, la détresse, la vie même de ses ouvriers. Et cependant ne s'élèvera-t-elle pas bien haut contre une pareille prétention de notre part ? ne cessera-t-elle pas que c'est une intolérable intervention ? Nous ne le contestons pas; mais c'est elle qui aura pris l'initiative; et si le droit lui appartient, pourquoi ne nous appartiendrait-il pas également ?

Le bataillon d'Artillerie, sous le commandement du major Gally a bivouaqué samedi sur la plantation de M. Hopkins avec 10 de leurs pièces. Hier le bataillon s'est exercé au tir à boulet—Une cantaine de coups ont été tirés avec un succès remarquable.

On compte parmi les spectateurs le major général Lewis, les généraux De Buys, Cuvellier, et autres officiers supérieurs.

—Les gardes de Washington, sous le commandement du capitaine Jordy, ont aussi passé leur journée d'hier à tirer à la cible, au port Pontchartrain.

LA CONSECRATION de la Tombe Commune des Cendres Volantes a eu lieu hier, au milieu d'un grand concours de spectateurs. La compagnie s'est réunie dans toute sa force et dans tout son éclat; les drapeaux du capitaine Guth ont voulu concourir aussi à la cérémonie; ils formaient l'avant et l'arrière-garde du cortége qui présentait le plus bel aspect. Lorsqu'on est arrivé au cimetière, les deux compagnies se sont rangées autour du mausolée; c'est une construction quadrangulaire en marbre blanc, surmontée par une urne funéraire reposant sur un socle quarré. L'une des faces porte sur une tablette également en marbre, les noms de ceux qui ont contribué à la fondation de cette tombe. Le clergé de la Cathédrale a accompli les cérémonies de la dédicace et de la bénédiction; puis le commandant de la compagnie a prononcé en espagnol un petit discours qui a été vivement applaudi; plusieurs décharges de mousqueterie ont couronné la consécration; puis le cortége est rentré en ville dans l'ordre où il était sorti. Cette cérémonie laissera un profond souvenir dans la mémoire de tous ceux qui y ont pris part.

THÉATRE D'ORLÉANS.—Le bénéfice de M. Pas, voyer est toujours fixé à demain; et ceux qui veulent y assister, feront bien de prendre leurs précautions d'avance; car, si nous sommes bien renseignés, la demande pour les loges et les places marquées est assez vive; et les retardataires pourraient bien avoir le regret de ne pouvoir assister à une soirée qui promet d'être aussi animée qu'intéressante.

THÉATRE ITALIEN.—Grâce à Mlle. Borghèse, Lucia de Lammermoor possède un charme tout nouveau. Sensibilité, la grâce, l'émotion qui règnent dans le jeu de cette dame dans le chant de cette délicieuse partition, tout ne plus vif plaisir; et le zèle avec lequel elle est secondée par ses acolytes, fait que l'opéra marche à souhait.

HAVANE. Le steamer *Alabama*, arrivé hier, nous apporte des nouvelles de la Havane jusqu'au 10.

Nous voyons par la liste des passagers du steamer New-York que monsieur Dubois de Saligny, chargé d'affaires de France au Texas, est de retour à la Nouvelle-Orléans.

CHRONIQUE LOCALE.

Cour Criminelle—Samedi on a entré des Bills d'information contre Jacob Smith, John Brown, Thomas Gallagher, et Archibald Merritt, accusés de vol.

Les défenseurs de Samuel Kennedy, MM. Grymes, Canon, et Hunt, soumettent à la cour divers documens relatifs à la manière dont l'affaire a été conduite pendant les débats et sur lesquels ils s'appuient pour demander un nouveau jugement. Ils développeront leurs moyens samedi prochain.

On finit d'entendre les témoignages (le juge siégeant comme magistrat d'examen) dans l'affaire de Jones, Bryant, et Caldwell, accusés de contravention aux lois sur les jeux. A la suite de cet examen, Caldwell est acquitté et Jones et Bryant retenus pour être jugés en Cour Criminelle. Sur la bevure de leur sete d'accusation ils ont plaidé non coupables.

COUR DU RECORDER BALDWIN—Samuel Sprigg, h. c. l., arrêté sous la prévention d'avoir volé de l'argent dans le tiroir de M. Baptiste, épicier, rue Gravier, a été examiné samedi et envoyé devant la Cour Criminelle.

—Robert Alexander, est envoyé à la maison de travail, en vertu des lois sur le vagabondage; ainsi que Charles Kean, John Irwin, Sam. Houston, John Wilson, Jean Hunter, William Farley, Joseph Soutbe, Alexander Moore et William Jackson.

Un nommé John Brown, a été arrêté samedi par la police de la première Municipalité, sous l'accusation d'avoir volé deux montres. Il sera examiné devant le recorder Génois.

CONVENTION.

M. Downs demande l'adoption de la résolution présentée hier par lui, disposant que toute motion de reconsidération sera décidée sans discussion.

On met aussi en discussion l'amendement de M. Conrad portant que le vote de reconsidération ne serait pris que lorsqu'il y aurait un plus grand nombre de membres présens que lors du passage de la proposition dont on demande la reconsidération.

M. Conrad dit que l'unique but de son amendement est de prévenir la perte de temps qui résulte des demandes en reconsidération lorsque la Chambre, ne se dégarnie—parcequ'alors le résultat n'est jamais définitif.

M. Porter dit que l'amendement encouragerait encore les membres à s'absenter.

M. Benjamin demande à nous amender de façon à ce qu'il faille pour la reconsidération plus de votans qu'il n'y en a eu pour la proposition qu'il s'agit de reconsidérer.

M. Ratliff repousse tous ces réglemens que la majorité maîtrisera du côté dès qu'elle pourraient la gêner.

M. Eustis les repousse comme entravant les affaires —et tendant à produire de la confusion. Il préfère s'en rapporter à la justice et à la bonne foi de la Convention.

M. Downs soutient qu'en doit faire des réglemens quand on les croit nécessaires; qu'ils tendent à expédier les affaires et à abréger les discussions.

M. Tyler dit que les discussions inutiles peuvent toujours être écartées par la question préalable. La résolution de M. Downs ne donne pas de meilleurs remèdes contre les discussions inutiles—mais elle pourrait être employée comme un billon et produire beaucoup d'abus. Il votera séparément pour la proposition de M. Benjamin.

La question est divisée. La résolution de M. Downs est adoptée par 97 voix contre 16, et celle de M. Benjamin par 96 contre 6.

On met ensuite en discussion la section additionnelle relative à la répartition future, section présentée par M. Downs, et avant tout l'amendement de M. Benjamin d'effacer tout ce qui a rapport aux petits districts et donnant un sénateur additionnel pour des fractions de plus d'un tiers.

M. Conrad demande à *effacer* cette disposition exigeant que dans les répartitions du Sénat on déduise de la population totale de l'Etat, la population de la Nouvelle Orléans et qu'on divise le reste par 28, pour avoir le chiffre de population, soyant droit à un sénateur. Repoussé—11 oui; 34 non.

La motion de M. Benjamin est également repoussée par 19 oui, 30 non.

On vient à cette partie de la question accordant un sénateur aux fractions en plus ou en moins de chiffre voulu.

M. Conrad dit qu'il ne saurait jamais assez répéter que ce principe renferme une monstrueuse injustice; une monstrueuse inégalité; mais il ajoute qu'il est inutile aujourd'hui de lutter en conséquence de l'absence de plusieurs membres. Seulement le sujet sera sans doute est donc inutile. Seulement le sujet sera sans doute soumis de nouveau lorsque les bancs de la Convention seront mieux garnis. Quant à présent, c'est à peine si l'on est en nombre.

M. Downs reponse l'idée qu'il a voulu mettre cette question aux voix lorsqu'elle ne serait pas précisément un samedi. La question est venue dans son ordre naturel.

M. Conrad n'accuse les intentions de personne, mais il est forcé de remarquer que ces questions surviennent invariablement lorsque les bancs de la Convention sont dégarnis.

M. Beatty dit qu'il est opposé à la majeure partie des dispositions de la section—et il explique les bases qu'il avait en vue hier en demandant la question préalable. Mais il ne veut aucunement qu'on censure les membres qui sont toujours à leur poste, comme il on voulait leur reprocher leur assiduité. Pourquoi, de l'autre côté de la Chambre, n'est-on (ce qui dans l'univers entier la *redressement des torts*; et ne

M. Soulé présente un amendement qui ne diffère de celui de M. Downs que par la phraséologie.

M. Claiborne présente un sous-amendement portant que les districts n'auront pas, en général, plus de deux sénateurs et pas moins d'un seul. Cela aurait pour but de rendre la disposition moins mauvaise; mais qu'on l'adopte ou non il n'en votera pas moins contre la section additionnelle.

M. Ratliff veut qu'on dise qu'on ne pourra réunir un district que des paroisses contiguës.

M. Conrad dit que cette section tendant à créer de petits districts, système qui lui paraît mauvais, il votera contre. Il propose cependant une modification qui tendrait dans son opinion à la rendre moins mauvaise.

M. Claiborne demande l'ajournement et motive sa demande sur le très petit nombre de membres présens. Repoussé.

L'appel nominal demandé constate la présence de 38 membres seulement et la Convention n'étant pas en nombre s'ajourne.

Le général Almonte, ministre plénipotentiaire du Mexique s'est embarqué, dit le New York Herald, sur le barque Yucatan, pour porter la réponse qu'il cherchera à profiter de la succession de l'annexion pour s'élever au pouvoir, même aux dépens d'une guerre.

TEXAS.—*Le Richmond Enquirer* dit que le gouvernement des Etats-Unis a les yeux ouvert sur les relations de la jeune république et qu'on va envoyer incessamment un exprès à notre chargé d'affaires.

MARINE.—On écrit de Norfolk, 5 avril. L'incendie qui se préparait sur pour la station de la Méditerranée—et se composera du steamer *Princeton*, commandé par le capitaine Stockton, du brick *Porpoise*, reçu contre-amiral et dont, dit-on, se rendre dans le Golfe du Mexique.

RHODE ISLAND.—Les élections générales ont eu lieu le 8 dans l'Etat de Rhode Island. Nous avons reçu par la malle d'hier des retours de tout l'Etat, sauf Compowns qui ne peut changer le résultat général.

Charles Jackson, whig, mais en faveur de la législation sans condition de Dorr, est élu gouverneur par environ 1150 voix de majorité sur son concurrent Samuel Fenner, démocrate, mais partisan de l'ordre et des lois, gouverneur actuel, qui est opposé à la législation de Dorr.

Le scrutin pour le lieutenant gouverneur donne Diman, dont le retour du ticket de parti de l'ordre et des lois, est élu à une majorité d'environ 600 voix.

L'honorable Henry Y. Cranston, whig, partisan de l'ordre et des lois, a été réélu comme membre de Congrès sans opposition.

Le gouverneur Lemuel H. Potter, ancien démocrate et l'un des candidats du parti de l'ordre et des lois, par une majorité d'environ 300 voix.

Le législature est en grande majorité composée de membres whigs et partisans de l'ordre et des lois. Dans le Sénat il s'comptent 31 membres contre 10 Dorrites. Dans la Chambre 43 contre 24 Dorrites. Deux districts n'ont pas fait de choix.

Il paraît, d'après les journaux du nord, que MM. Ferrier et Fotter, ont été battus aux l'unpression, vraie ou fausse, qu'ils n'ont pas exprimé les sentimens du Rhode Island, relativement à la question de Texas.

Le gouverneur élu est, d'ailleurs, un chaud Clay whig ainsi que les autres officiers victorieux. La seule différence c'est que le gouverneur Jackson pense que l'emprisonnement de Dorr, plus longtemps prolongé, ne saurait produire aucun bon résultat.

Un vol considérable a été commis dernièrement à Charleston au préjudice d'un M. Oberhauser, droguiste.

TEXAS.

Nous avons reçu par le steamer New-York, arrivé hier en rade, des journaux de Galveston jusqu'au 9 Nous n'y trouvons guère d'autres nouvelles. La question de l'annexation absorbait complètement l'attention publique.

Il ne paraît pas y avoir de doute sur la popularité de la mesure au Texas; mais on est fort embarrassé sur le mode de procéder. Le *Galveston Daily News* donne dans son journalement cette question. On dit, d'un côté, que le président Jones n'a aucun pouvoir constitutionnel de s'occuper d'une proposition qui a pour but le rapprochement du gouvernement actuel; de l'autre, on ne trouve dans la constitution aucune disposition qui autorise soit le pouvoir exécutif, soit le Congrès, à s'occuper une constitution du peuple. C'est cependant ce qu'on a en vue. Aussi le *News* ne trouve-t-il qu'un seul moyen de sortir d'affaire, c'est que le peuple se forme de lui-même en Convention afin de former une constitution d'Etat, conformément à l'article de la loi fondamentale actuelle du Texas, autorisant le peuple à changer en tout temps la forme de son gouvernement.

Les meetings en faveur de l'annexation continuent toujours leur vogue. L'un, tenu à St. Augustin, comptait divers hommes marquans, par exemple le vice président Henderson, le major Kaufman, &c. L'autre, tenu à Matagorda, a eu sur 900 votans, il n'y a que vingt individus opposés à l'annexation.

Cependant le général Houston ne s'est pas prononcé en faveur de cette mesure, bien que ses amis fassent courir le bruit qu'il l'approuve de toute son ame.

Nous voyons que les journaux du Texas confirment la nouvelle que nous avons donnée dernièrement portant que des propositions positives de reconnaissance avaient été faites au Texas de la part du Mexique.

Nous apprenons que le major Donelson, chargé d'affaires des Etats-Unis au Texas, était depuis deux jours à Washington et n'avait pas encore pu remettre ses dépêches au Président.

M. Jones n'avait point exprimé d'opinion sur la grande question de l'annexation. Mais on supposait qu'il lui est favorable.

M. de Saligny, chargé d'affaires de France, doit, dit-on, envoyer des dépêches importantes à son gouvernement par le prochain steamer. Il les fera porter à Boston par un bâtiment français.

M. Ellis, chargé d'affaires anglais, a quitté Galveston le 3 se rendant à Charleston.

CHINE.—Par le navire Natchez, capitaine Waterman, arrivé le 3 à New York, on a reçu des nouvelles de Chine jusqu'au 14 janvier, de Canton—C'est donc une traversée de soixante huit jours, une des plus belles qu'on ait encore faites.

Les nouvelles sont d'ailleurs fort peu importantes.

Le capitaine d'un bâtiment espagnol qui venait d'arriver à Canton, a rapporté qu'étant à la pêche sur le Soudan Shoal par 8o. 57' latitude Nord et 112o. 37' latitude Nord et 112o 37' longitude Est, il avait découvert une chaine partant des récifs et qui avait fait désouvrir les débris d'un batiment coulé dans trois brasses d'eau. Il faisait ses recherches on avait trouvé environ $150,000 onar gent, un chronomètre et un sextant. L'argent a été déposé dans le caisse d'usage maison de commerce de Canton, en attendant d'en connaître les propriétaires. On suppose que c'est la corvette *Christiana*, perdue en 1842.

Les malles d'Angleterre n'étant pas arrivées à Péquoz ordinaire, on a fait des suppositions à parte de vue sur la cause de ce retard. On a même eu l'idée que la guerre avait éclaté entre la France et l'Angleterre, et que les journaux de Hong-Kong se sont empressés de prouver qu'on n'avait donc ces parages, ainsi que la prise de France. L'arrivée des malles arrières a mis un terme à toutes ces suppositions.

La *Gazette* de Hong-Kong donne une liste des ministres et des hommes d'état influens du Céleste empire. Cette liste comprend environ vingt noms. Nous ne les reproduirons pas bien persuadés que ce serait du Chinois tout pur pour nos lecteurs.

La Vestale vient de partir subitement pour Whampoa pour y recevoir le terme échu de l'indemnité qu'on doit avaluer à trois millions de piastres.

Les pirates faisaient toujours beaucoup de mal.

Un bal-sinier américain, le *Persévérance*, était arrivé à Hong Kong pour se refurir, on a manifesté le désir de voir les autres navires suivent la même voie—attendue d'autres bâtimens suivent la même voie—attendue, à ce qu'on cherche à prouver du moins, que Hong-Kong est beaucoup plus favorable pour cet objet que les îles Sandwich.

On fait de grands efforts pour ramasser des fonds à l'effet de réparer les canons.

L'empereur a commué la peine de mort prononcée contre le général Le Shoo et autres pour avoir fait devant les Anglais—en une déportation à Ermouth.

Il s'est manifesté quelques troubles dans l'empire—particulièrement à Kiyachoo et Fokien.

JURY DE POLICE DE LA PAROISSE D'ORLEANS.

Séance du 11 avril 1845.

Présent: Phanoreville Charles Maurian, juge de la paroisse, et MM. Peire, Pérez, Desvignes, Rolland, Guiraud, Blanc, Dupuy et Vienne.

Absente—MM. Lockey Dunn, Ramos, Crosat, et Doyle.

Après lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente, le trésorier de la paroisse soumet au jury le compte de son administration du 10 avril 1844 au 10 avril 1845.

Sur motion, le dit compte a été référé au comité de finances.

Le comité de finances, auquel avait été référé le compte de M. F. M. Crosat, député marshall, a présenté le rapport et la résolution suivants, qui ont été adoptés.

Le comité susdit a été référé le compte de M. F. M. Crosat, député marshal de la Cour de Cité, districte et donnant un aperçu intérieur par la paroisse d'Orléans contre divers, à l'honneur de soumettre la résolution qui suit:

Résolu, que le trésorier de la paroisse est autorisé à payer à M. F. M. Crosat, sur le mandat du président du jury de police, la somme de soixante-sept piastres (867) pour frais de procès instruits par la paroisse contre divers individus.

Les membres présents n'étant pas en nombre suffisant pour délibérer sur les pétitions d'affranchissement d'esclaves; sur motion, le jury s'est ajourné sine die.

A. CRUZAT, secrétaire

FEUILLETON.

Limoëlan.

(Voir l'*Abeille* des 8, 9, 10 et 12.)

Sur une grande qui jadis avait servi sans doute à exhausser quelque rang de stalles était une longue table où siégeaient trois hommes. Autour de cette table et se tenaient assis ou debout d'autres hommes, au nombre d'une vingtaine, avec différens costumes de paysans et de matelots, inégalement amassés en cercle que des lampes dont les reflets rougeâtres s'harmonisaient bien avec leurs armes. L'un de ces hommes, au vieux pantalon troué, au bonnet de laine rouge, tenait près d'une lumière un paquet de papiers cachetés qu'il ouvrait et lisait les uns après les autres. C'était là réellement la fonction de cet homme que l'on nommait le président. Quelques-uns de ces papiers étaient adressés à Limoëlan. Celui-ci n'était pas encore revenu de son saisissement quand le lecteur arrêta; il n'ouvrit un mouvement confus, où l'on pouvait saisir des marques d'approbation; mais tout à coup le silence se rétablit, un des plus anciens parmi eux reprit la parole, et si le capitaine eût été plus maître de lui, il aurait vu, qui le remua fond des cœurs, tout le monde applaudir à ce qu'il venait de dire. Cet homme était M. le comte de Limoëlan en personne. Resté à lui-même, Hercule attendit des discours qui lui firent juger la nature de la réunion. Il était en présence d'une assemblée.

—Nous nommerons enfermés, dit le comte, qu'il a transmis jusqu'à la police de Paris quelques exemplaires de ses opérations qui s'appliquent sur les deux rives de la Loire. Un d'entr'eux, sous les ordres de M. le lieutenant Simon a passé la rivière hier pour surveiller et prévenir les mouvemens qu'on redoute, et, d'autre part, trois compagnie stationne sur l'autre rive, en réserve, sous le commandement d'un jeune officier qui a mon nom.

—Je suis, sans doute celui dont on parle, mais je ne crois pas un espion si un traître.

—Votre nom ? dit une autre voix.

—Je m'appelle Hercule de Limoëlan, je suis né dans cette maison, et j'en trouve ici par hasard.

Le capitaine prononça ces paroles d'une voix assez ferme, mais qui tremblait légèrement; elles produisirent parmi les conjurés une sensation visible où l'on distinguait l'horreur et l'admiration. Un d'entre eux, qui s'était approché, se retourna avec quelque embarras vers le comte comme pour l'interroger.

—Major, vous connaissez la sentence, dit le comte d'une voix sourde.

—Et le moment ? reprit cet homme.

—Sur-le-champ.

—On se taisait, mais ce silence laissait voir ce qui se passait dans les cœurs. Hercule tira son épée et la présenta par la poignée.

—Je suppose, monsieur, que ma mort vous est nécessaire; mais je ne suis pas un espion, je ne suis qu'un ennemi, et j'ai surpris vos secrets malgré moi. Que ce mot mon seul titre à mourir de vos mains. Vive la république !

Ces mots exaltés, fermement fixé sur le comte, semblait s'adresser qu'à lui ces paroles. L'homme qui prenait le titre de major lui demanda tout bas s'il n'avait rien de plus à dire. Hercule mit la main sous son uniforme et en retira un couteau qu'il jeta sur la table en disant:

—J'oubliais encore cette arme.

Aumitié deux hommes lui portèrent avec un certain respect la main sur l'épaule, tandis que d'autres en groupaient un silencieusement en peloton militaire qui devait ranger à quelques pas sous les pfiers. Les deux hommes qui tenaient l'officier le menèrent vers le mur opposé, et cette exécution sans suroit et sans appareil ne semblait plus qu'une froide horreur. A ce moment, un homme sortit de son groupe sourd retentirent dans les profondeurs du caveau. Le comte se leva en criant :—Tirez sur le traître ! Mais en même temps l'ouverture livrait passage à des hommes en uniforme, la lanterne du bout du fusil et qui ne distinguaient que trop terrible fut tout à coup. Le comte s'élança de son siége et courut sur Hercule en levant une arme qu'un autre homme retint ; cet homme était Langevin qui pressait des cris affreux. D'autres vous entendaient. Le désordre était à son comble. La défense est impossible! Pendant ce temps le feu remplissait le caveau d'une fumée épaisse qui ajoutait à l'horreur de la scène. Hercule vit tomber près de lui deux ou trois hommes qui l'environnaient. Tout cet bruit dura moins qu'un instant. Langevin et ses complices entraînèrent l'autre dans une salle partie du fond lui perça le bras ; il s'écria :—Arrêtez ! obéissez à votre capitaine !

—Capitaine ! lui dit son lieutenant la rage dans les yeux, je vous trouve bien hardi. Vous n'êtes plus capitaine, vous êtes notre victime.

Deux soldats saisirent Hercule, et les autres, poussés par l'officier, se répandirent en tout sens dans l'enceinte, à la lueur de quelques torches ; mais la grue des conjurés avait disparu. Le comte blessé se releva trois ou quatre fois de ses coups, qui étaient tombés, et qu'on acheva dans la première fureur. Tandis qu'on ébraulait la grille, Hercule se retourna et vit à ses côtés Langevin épuisé, qui s'attachait à ses habits ; il le repousse et, appuyé cont